

DEMANDE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

Je soussigné :,
au titre de,
et demeurant à

sollicite, de M. Richard STRAMBIO, Maire de la commune de Draguignan, l'autorisation d'occuper une parcelle du domaine public comme précisé dans l'annexe joint à cette demande

Dans le cas d'acceptation de ma demande,

Je m'engage à :

- Tenir à la disposition des contrôleurs l'arrêté municipal correspondant.
- Acquitter la redevance correspondante suivant la délibération du Conseil Municipal du 18 décembre 2015 et toutes les suivantes,
- Assurer la propreté et l'hygiène des lieux, autant que nécessaire, en complément ou en remplacement des services de la ville.
- M'assurer que mon installation ne cause aucune nuisance de quelque nature que ce soit.
- Respecter toutes les réglementations en vigueur, notamment celles concernant l'occupation du domaine public, le règlement sanitaire départemental et le règlement de voirie communal de la ville de Draguignan.
- Faciliter l'accès des lieux, dans les plus brefs délais, à la moindre demande des autorités publiques et de leurs représentants (administrations autorisées, autorités de police, concessionnaires de réseaux ou entreprises disposant d'autorisations de voiries) afin de permettre toutes interventions nécessaires (travaux, etc.)
- Supprimer définitivement cette installation à la première demande, lorsque la commune de Draguignan le jugera utile ou nécessaire et remettre, alors, le domaine public dans son état initial dès la libération des lieux, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnisation.

Je déclare rester le seul responsable de toutes les conséquences dues :

- A l'occupation que je fais du domaine public.
- Aux risques que fait encourir mon matériel, mes équipements et mon activité vis-à-vis des tiers.
- A la coexistence des autres occupants du sol et sous-sol du domaine public.

Je sais que l'autorisation d'occupation du domaine public n'a de valeur que pour ce qu'elle est délivrée, qu'elle n'a pas de vocation à se substituer aux autres démarches et obligations administratives.

Je confirme donc avoir recherché et obtenu toutes les autorisations réglementaires nécessaires aux activités que je compte entreprendre et aux installations que je compte mettre en place, (y compris les déclarations d'Urbanisme et DICT).

Je certifie être informé que cette autorisation est accordée, sous ma responsabilité, à titre personnel et précaire et révoquant à tout moment. Je suis prêt à en assumer toutes les conséquences et reconnait que celle-ci n'est pas transmissible.

Avec mes remerciements, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Fait le _____ à Draguignan

ANNEXE A LA DEMANDE

Définition de l'autorité demandeuse

LE PROPRIETAIRE DU FOND DE COMMERCE

Prénom, NOM, titre	
Raison sociale	
Adresse	
Tél FAX Email	

LE GERANT (si différent du propriétaire du fonds de commerce)

Prénom, NOM, titre	
Raison sociale	
Adresse	
Tél FAX Email	

Le propriétaire du bâti

Prénom, NOM, titre	
Raison sociale	
Adresse	
Tél FAX Email	

LE COMMERCE

Enseigne	
Forme juridique	
N° registre du commerce	

Autres informations utiles :

--

ANNEXE A LA DEMANDE

Définition de la demande

Le lieu

Adresse

Section et n° cadastrale

Description du type d'occupation et d'activité

Description du type de matériel mis en place

- 2 porte-menus autorisés dans l'enceinte de la terrasse : nombre
- étalage ou présentoirs, en rapport avec l'activité exercée : nombre et dimensions :
- panneau publicitaire : un seul panneau autorisé au droit du commerce
- tables et chaises
- autres

Description des besoins en surface + nombre de mois de présence sur le domaine public

terrasse : dimensions, description du mobilier et supports protections..... :

Description des gênes apportées au voisinage et précautions prises

PIECES A FOURNIR :

Copie de l'extrait au registre du commerce ou des métiers de moins de 3 mois

Attestation sur l'honneur que le local dispose d'un sanitaire accessible au public.

Un plan de situation et d'implantation précisant les dimensions souhaitées

Une photo de l'existant avant demande

Une copie de l'accord écrit du propriétaire ou de la copropriété ou du syndic (si nécessaire)

Une copie de l'attestation d'assurance de responsabilité civile de l'exploitation

Une copie de l'accord de la déclaration de travaux si nécessaire

Uniquement pour les locaux situés sur le boulevard Georges Clemenceau : justifier obligatoirement de l'existence d'un lieu de stockage du mobilier extérieur et des déchets